

DECLARATION DE SON EXCELLENCE
KABWE MWEHU LONGO Isidore
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, PECHE ET ELEVAGE
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
A LA 39^{ème} SESSION DE LA CONFERENCE DE LA FAO
TENUE A ROME DU 06 AU 13 JUIN 2015

Monsieur le Président de la Conférence,
Monsieur le Président indépendant du Conseil,
Mesdames et Messieurs les ministres et vices ministres,
Mesdames et Messieurs les chefs des délégations,
Mesdames et Messieurs les participants,
Distingués invités à vos titres et qualités respectifs.

C'est pour moi grand honneur de prendre la parole devant cette assemblée au nom du gouvernement de la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

Comme tous ceux qui m'ont précédé sur cette tribune, j'adresse mes félicitations au Professeur JOSÉ GRAZIANO DA SILVA pour sa brillante réélection en tant que Directeur General de la FAO pour un nouveau mandat de quatre ans et lui souhaite plein succès, je félicite également tous les membres du bureau.

Le choix économique du gouvernement de mon pays milite en faveur de l'élaboration d'un programme agricole cohérent et intégrateur des infrastructures d'appui aux activités devant lever rapidement les contraintes qui pèsent principalement sur l'offre.

Les investissements à réaliser dans le cadre de ce programme sont ceux qui sont reliés aux sites agricoles prioritaires identifiés pour la relance de la compétitivité dans les secteurs productifs.

En d'autres termes, il est question de privilégier les infrastructures qui soutiennent les activités capables de générer suffisamment de revenus pour non seulement rembourser les investissements réalisés, mais surtout améliorer significativement les conditions de vie de la population.

Près de 70 pourcent de la population tire sa subsistance de façon directe ou indirecte de l'exploitation des ressources agricoles animales, forestières et halieutiques, conférant au secteur agricole une grande importance sur le plan de la création des richesses et de la lutte contre la pauvreté.

Toutefois, de nombreuses contraintes institutionnelles, économiques, techniques et organisationnelles minent encore le développement agricole de mon pays.

En revanche, le gouvernement de mon Pays s'est engagé dans la voie de réforme visant à rendre inclusive la croissance économique qu'il connaît actuellement.

En effet, l'exploration judicieuse et raisonnable du vaste potentiel agricole dont la République démocratique du Congo recèle pourra permettre de subvenir aux besoins alimentaires de sa population sans recourir au marché international par des importations alimentaires et même transformer le Pays en une puissance agricole.

Il importe à relever que ce potentiel est caractérisé par : des terres agricoles arables, évaluées à environ 80 millions d'hectares ; des conditions climatiques très favorables à différentes spéculations agricoles, une forêt équatoriale de 125 millions d'hectares ; donc des potentiels pour développer les cultures d'exportations (Café, Cacao, Hévéa, Palmier à huile, Thé,

etc.). Donc la République démocratique du Congo et les Pays voisins représentent un marché régional de plus de 200 millions d'habitants.

Considérant les nombreux défis liés à la sécurité alimentaire du pays, le gouvernement cherche à accélérer la création d'opportunités économiques dans les zones rurales et à accroître la production et la productivité agricole des petits producteurs, de même que leur accès aux marchés. Dans ce contexte le gouvernement a initié un certain nombre d'actions, notamment :

1. L'adoption en 2010 de la stratégie nationale « Agriculture et développement rural » et d'un « programme national pour la sécurité alimentaire » ;
2. Le financement depuis 2012 d'un programme national de campagnes agricoles
3. L'adoption du programme national d'investissement agricole (PNIA) sanctionnée par un business meeting en novembre 2013 ayant regroupé un nombre important de partenaires techniques et financiers et des promoteurs privés potentiels ;
4. La création de partenariats avec le secteur privé pour réduire le coût des intrants agricoles ;
5. L'élaboration en cours de stratégies à l'échelle du Pays pour la relance des agro-industries ; et enfin le lancement d'un programme ambitieux des agro-industries, dont BUKANGA LONZO, situé dans la province de Bandundu, à plus ou moins 200 km de la capitale Kinshasa, en est le projet pilote.

Les défis de la relance du secteur agricole congolais nécessitent l'accompagnement d'une recherche agronomique performante, produisant à grande échelle des plants et des semences améliorées, des géniteurs performants ainsi que des pratiques culturales améliorées, dont les acquis sont valorisés et diffusés. C'est dans ce cadre que sur fonds propres, le gouvernement finance un projet de recherche sur les

innovations agricoles pour soutenir l'Institut National des Recherches Agronomiques (INERA), les facultés agronomiques des universités dans les onze anciennes provinces couvrant tout le Pays en suivant les orientations des forums provinciaux tenus dans chacune de ces provinces.

En conclusion, je ne peux terminer mon propos sans saluer les efforts inlassables déployés par la FAO pour assister la République démocratique du Congo dans la réalisation des programmes de sécurité alimentaire et la nutrition pour une Faim Zéro.

Que vive la FAO!

Que vive la coopération internationale!

Mesdames et Messieurs, je vous remercie.